

Les chausse-trappes de la pensée Internet

Sébastien BROCA

Et si les utopies de la révolution internet étaient vraies et déjà en cours de réalisation ? Un essayiste américain s'en prend avec un humour féroce à la doxa promue par la Silicon Valley. Mais ses critiques n'échappent pas non plus à l'idéologie.

Recensé : Evgeni Morozov, *To Save Everything Click Here. Technology, Solutionism and the Urge to Fix Problems That Don't Exist*, Allen Lane, 2013, 432 p.

Dans son dernier livre, très remarqué aux États-Unis, l'essayiste Evgeni Morozov se livre à une critique percutante et érudite des promesses véhiculées par la Silicon Valley et par certains penseurs qui semblent en être devenus les attachés de presse, tant ils célèbrent la manière dont la « révolution Internet » change et changera nos vies. L'un des partis pris de l'ouvrage est de prendre ces discours au sérieux, c'est-à-dire de considérer que le monde technologique et social qu'ils décrivent est possible, qu'il est déjà en partie le nôtre et qu'il y a fort à parier qu'il le devienne davantage. Sur cette base, l'analyse a pour enjeux de débusquer les multiples approximations qui émaillent la *doxa* technophile, de mettre au jour ses racines théoriques souvent inaperçues, et de proposer quelques pistes pour favoriser une appréhension plus lucide des techniques.

« Solutionisme » et « Internet-centrisme »

Pour l'auteur, les représentations caractéristiques de la Silicon Valley s'incarnent dans deux idéologies : le « solutionisme » (*solutionism*) et l'« Internet-centrisme » (*Internet-centrism*). La première valorise l'amélioration constante de l'existence individuelle et de la vie collective grâce à des innovations technologiques. Elle implique de considérer « toutes les situations sociales complexes, soit comme des problèmes parfaitement définis admettant des solutions calculables, soit comme des processus transparents et évidents pouvant aisément être optimisés – pour peu que l'on utilise les bons algorithmes ! » (« *all complex social situations either as neatly defined problems with definite, computable solutions or as transparent and self-evident processes that can be easily optimized – if only the right algorithms are in place !* », p. 5). L'écueil du solutionisme tient donc avant tout à sa manière de poser les problèmes. Ce qui est présenté comme devant être systématiquement optimisé (l'efficacité), amélioré (la communication) ou éliminé (l'opacité, l'oubli) n'a souvent aucune raison de l'être. Version outrée et simpliste de la mentalité traditionnelle de l'ingénieur, le solutionisme ignore que « les vices sont souvent des vertus cachées » (« *vices are often virtues in disguise* », p. 6).

Cette disposition d'esprit est renforcée par une deuxième idéologie, l'Internet-centrisme, que Morozov aborde comme l'un des « grands récits » (« *metanarratives* », p. 18) de notre

époque. Celui-ci est construit et répandu par un certain nombre de penseurs américains, tous féroce­ment attaqués dans l'ouvrage : le journaliste Jeff Jarvis, les essayistes Steven Johnson, Clay Shirky et Kevin Kelly, le professeur de droit et activiste Lawrence Lessig, les universitaires Tim Wu, Jonathan Zittrain et David Weinberger... Le discours « Internet-centriste » est à la fois descriptif et normatif. Il présente « l'Internet » (*the Internet*) comme la source d'une révolution sociale en cours et comme le modèle à partir duquel il faudrait repenser l'organisation de l'ensemble de la vie sociale. L'ambition totalisante de ce grand récit n'est que la conséquence des nombreuses simplifications qu'il opère. Il méconnaît les spécificités des différents domaines de la vie sociale, en postulant que les caractéristiques attribuées à « l'Internet » (la transparence, la décentralisation, l'ouverture, l'innovation constante) peuvent et doivent s'étendre aux sphères politique, artistique, culturelle, etc.

L'Internet-centrisme souffre également d'un manque de recul historique, d'où sa propension à exagérer l'importance d'Internet et à en faire le déclencheur d'une révolution sociale. Nombreux sont les exemples historiques où l'on a attribué à une innovation dans le domaine de la communication (le télégraphe, la radio, la télévision) la capacité de faire naître une nouvelle ère. Les zéloteurs du Réseau entonnent ici une rengaine maintes fois entendue. Ils ne citent pourtant qu'une invention du passé, dont les effets seraient comparables à ceux d'Internet : l'imprimerie. Ce parallèle témoigne d'après Morozov d'une approche très naïve des rapports entre technologie et société. L'Internet-centrisme reprend *mutatis mutandis* les idées d'Elizabeth Eisenstein sur les conséquences sociales de l'imprimerie¹. Dans les deux cas, il est fait comme si les technologies, abusivement dotées de caractéristiques fixes et anhistoriques, venaient « frapper » le corps social de l'extérieur pour y produire certains « impacts », tels des astéroïdes venus d'on ne sait où. Comme le rappelle Morozov, ce déterminisme technologique est loin de fournir un cadre conceptuel adéquat pour comprendre les relations complexes entre technique et société.

Si l'on suit l'analyse proposée, il faut donc reconnaître que l'Internet-centrisme souffre de failles conceptuelles béantes, dont témoigne également la contradiction dans laquelle se trouvent pris ses promoteurs. D'un côté, ils affirment que « l'Internet » est une réalité fixe et stable, qui produit des conséquences sociales auxquelles il serait vain de vouloir résister. De l'autre, ils développent une intense activité militante (par exemple pour la neutralité du Net, ou contre les lois réprimant le téléchargement illégal) en vue de préserver cet Internet, qui apparaît alors bien fragile... Selon Morozov, toute discussion sérieuse des enjeux technologiques contemporains implique en fait de renoncer à parler de « l'Internet » comme s'il s'agissait d'un tout unifié. Ce vocabulaire est une construction idéologique, un mythe, qui n'a que peu à voir avec les divers dispositifs techniques dont il est question et qui tend à englober toute analyse dans un océan de généralités et d'approximations. Ce mythe construit l'image d'un réseau libre, ouvert, transparent, à l'architecture décentralisée, dont les caractéristiques techniques fourniraient un modèle pour traiter n'importe quelle question sociale. Pour Morozov, c'est peu dire que les choses sont plus compliquées.

Internet et politique

Les défenseurs d'Internet se félicitent en général que le réseau rende l'activité des

¹ Cf. Elizabeth Eisenstein, *The Printing Press as an Agent of Change*, Cambridge University Press, 1979.

gouvernants plus transparente, en permettant par exemple de collecter des informations sur les liens des élus avec les *lobbys* ou les acteurs industriels. Toutefois, dans une tribune publiée en 2009, Lawrence Lessig – l’un des « Internet-centristes » en chef – disait craindre que cette transparence accrue de la vie politique favorise surtout le cynisme et la dépolitisation, dans un contexte où les citoyens ont déjà une piètre image de leurs représentants². Contrairement aux apparences, cet article est pour Morozov une manifestation paradigmatique d’Internet-centrisme. Pour restaurer la confiance dans l’indépendance des élus, Lawrence Lessig n’y proposait pas d’établir des limites à la transparence, mais de réformer le système politique américain en interdisant le financement privé des campagnes électorales. Cette « solution » considère ainsi la transparence comme inhérente à Internet – donc impossible à éviter – et positive – quoique nécessitant des réformes pour révéler tous ses bienfaits (p. 67). Pourtant, dès lors que l’on renonce au « fondamentalisme de l’ouverture » (« *openness fundamentalism* », p. 90), on peut selon Morozov considérer que la transparence n’est pas toujours désirable et qu’il existe bel et bien des solutions techniques pour la limiter.

L’auteur prend également pour cibles les partis pirates, qui rejettent les partis traditionnels et considèrent « l’Internet » comme le modèle de la manière dont les formations politiques devraient désormais être structurées (p. 102). Là encore, le déterminisme technologique pointe son vilain nez, dans la mesure où l’organisation hiérarchique est abordée comme le résultat des imperfections propres aux anciennes infrastructures de communication. Morozov souligne de surcroît que quand bien même les nouvelles technologies rendraient la mise en place de collectifs horizontaux plus aisée, cela ne signifie pas que cette façon de faire soit la plus adéquate. Malgré leur confiance dans « l’intelligence collective », les partis pirates n’ont pour l’instant produit aucune proposition significative sur un enjeu ne touchant pas directement au numérique (p. 104). Lorsqu’ils ne veulent pas changer les manières de faire de la politique, les « *geeks* » la méprisent. D’après Morozov, nombre d’entre eux préfèrent les « solutions » technologiques ou technocratiques à l’activité politique. Certains pensent que le progrès technique produira à terme une société d’abondance, où les questions de distribution et d’allocation des richesses n’auront plus lieu d’être. D’autres aspirent à remplacer les discussions politiques, fondamentalement stériles et improductives, par des actions techno-scientifiques rationnelles et efficaces. Dans un cas comme dans l’autre, la politique est abolie au profit d’une nouvelle forme de « scientisme » (« *scientism* », p. 137), qui considère les solutions algorithmiques comme des réponses neutres et objectives et les divergences d’opinion comme des asymétries d’accès à l’information.

Sur tous les sujets directement politiques, la cible de Morozov est toujours cet état d’esprit « solutionniste » pour lequel l’opacité doit être dissipée, l’hypocrisie débusquée, la hiérarchie dépassée, l’ambiguïté désamorcée et le conflit surmonté. Sa critique porte, mais il se laisse parfois quelque peu emporter par ses talents de polémiste. Ses attaques contre l’infantilisme politique des « *geeks* » sont exagérées, ignorant par exemple les réflexions approfondies menées par certains mouvements sur les questions de propriété intellectuelle. Sa critique de Lessig ne touche pas non plus juste à chaque fois : si le discrédit dont souffre la classe politique est effectivement un problème, pourquoi ne pas chercher à en éradiquer les causes (en réformant le financement des partis) plutôt que d’en atténuer les symptômes (en maintenant l’opacité sur les

² Cf. Lawrence Lessig, « Against Transparency », *The New Republic*, 9 octobre 2009 : <http://www.newrepublic.com/article/books-and-arts/against-transparency> (consulté le 13/03/2014).

liens entre argent et politique) ? Lessig présente la transparence comme une finalité digne d'être poursuivie à condition que des réformes structurelles de la vie politique l'accompagnent. Morozov propose quant à lui de la considérer comme un simple moyen : « Quand nous cherchons à augmenter ou à diminuer la transparence dans certains aspects de nos vies publiques ou privées, nous ne devrions pas le faire parce que nous valorisons la transparence en tant que telle (ou du reste l'opacité) mais parce que celle-ci favorise ou ébranle d'autres biens plus importants » [« *When we seek to increase or decrease transparency in some aspect of our public or private lives, we should do it not because we value transparency (or, for that matter, opacity) as such but because transparency promotes or undermines other, higher goods* », p. 82]. Un tel argument est un peu court, ne serait-ce que parce qu'il ne distingue à aucun moment les exigences relatives à la sphère privée et à la sphère publique. Or il existe de solides raisons de penser que l'opacité de celle-là et la transparence de celle-ci sont des principes démocratiques fondamentaux. La mise en visibilité de l'activité des élus (pour ne prendre que cette face du problème) est ainsi un objectif susceptible d'être normativement fondé.³

Par ailleurs, à la racine de nombreuses simplifications dénoncées par Morozov se niche une confusion épistémologique entre l'opinion (*doxa*) et la science (*épistémè*) qui aurait gagné à être explicitée. Ainsi, le discours solutionniste raisonne toujours en termes d'efficacité et d'accroissement de l'« intelligence collective », alors même que la démocratie est sans cesse confrontée à des problèmes qui ne sont pas de cet ordre. Autrement dit, les « *geeks* » importent indûment en politique un régime de rationalité qui n'est pas adapté à ce champ. Ils éludent de la sorte le rapport fondamental de la démocratie à la confrontation d'opinions antagonistes, au profit d'une sorte de *problem solving* généralisé. Sur ces aspects théoriques l'ouvrage laisse parfois le lecteur sur sa faim, même s'il donne de nombreux autres exemples de la domination d'une rationalité purement instrumentale.

La tyrannie de l'efficacité

« Les 'datasexuels' sont à la Silicon Valley ce que les *hipsters* sont à Brooklyn : ils sont omniprésents et, au bout d'un certain temps, pénibles » (« *Datasexuals are to Silicon Valley what hipsters are to Brooklyn ; both are ubiquitous and, after a certain point, annoying* », p. 227). Ils incarnent le mouvement pour la quantification de soi (*Quantified Self*), lancé en 2007 par Kevin Kelly et Gary Wolf. Ils se livrent ainsi à la collecte frénétique de données sur les différents aspects de leur existence, analysant leurs cycles de sommeil, leurs déplacements, la composition de leurs selles, etc. Si certains d'entre eux espèrent que ces mesures révéleront quelque vérité profonde sur eux-mêmes (p. 232) la plupart ont un objectif plus pragmatique : parvenir à de meilleures décisions, par exemple en matière de santé (p. 234).

Souvent, les « datasexuels » sont aussi des partisans de la *gamification*, c'est-à-dire de l'usage d'applications ludiques pour pousser les individus à accomplir certaines actions : offrir des bons points pour inciter aux économies d'énergie, favoriser la bonne utilisation des urinoirs publics en organisant un concours⁴, etc. Il s'agit ainsi de substituer le plaisir ludique à des motivations perçues comme trop faibles (le civisme, le devoir) lorsque cela s'avère plus à même

³ Cf. Sandrine Baume, « La transparence dans la conduite des affaires publiques. Origines et sens d'une exigence », *Raison Publique*, juillet 2011, p. 1-26

⁴ Cf. Benoît Bréville et Pierre Rimbart, « Pour gagner des points, lisez cet article », *Le Monde diplomatique*, décembre 2013.

de produire le résultat visé. Cette logique d'efficacité n'est pas très éloignée de celle de l'« approche situationnelle » (*situational crime prevention*), ce courant de la criminologie qui a pour idée directrice de transformer l'environnement social afin de réduire les occasions de commettre crimes et délits. Morozov met ainsi en regard le métro de Berlin où il est facile de rentrer sans ticket, et celui de New York où les portillons sont conçus de telle sorte qu'il est presque impossible de frauder (p. 190).

Quantified Self, gamification, situational crime prevention : par-delà leurs différences, ces approches ont une composante technologique importante et érigent l'efficacité en valeur cardinale. Leurs promoteurs entendent arriver à certains résultats (de meilleures décisions de santé, des comportements plus écologiques, une baisse de la criminalité), mais ils ne questionnent jamais ces finalités ni ne se demandent si les moyens employés sont adéquats. Pourtant, « une fois que les lois et les normes sont intégrées dans les technologies, elles deviennent plus difficiles à questionner et à réviser » (« *once laws and norms become cast in technology, they become harder to question and revise* », p. 199) : la désobéissance civile est par exemple rendue impossible. De surcroît, les moyens utilisés ne sont pas innocents. Lorsque les motivations morales et civiques sont remplacées par une contrainte technologique ou par l'attrait de la récompense, l'individu perd en autonomie et en substance éthique. Morozov soutient ainsi – à la suite du philosophe Michael Sandel notamment – que les vertus civiques et morales s'érodent dans des environnements où elles ne sont jamais cultivées, quand la seule chose qui compte est d'obtenir le comportement désiré à travers une combinaison efficace d'*incentives* (p. 296). Il s'inquiète également – en s'inspirant cette fois de Martha Nussbaum – de la disparition de l'« imagination narrative » (« *narrative imagination* », p. 260), qu'il présente comme la capacité à articuler des récits complexes de notre inscription dans le monde, au sein de sociétés obsédées par la quantification et la recherche de causalités linéaires.

Au fil de la lecture, on voit que le véritable ennemi de Morozov est l'anthropologie qui domine les sciences économiques, la psychologie comportementale et les neurosciences (p. 343), c'est-à-dire la considération de l'individu comme un « automate » dont tous les comportements pourraient être abordés « en utilisant le vocabulaire aride des incitations et des opportunités » (« *using the dry talk of incentives and opportunities* », p. 41). La critique n'est pas neuve, mais l'intérêt de l'ouvrage est de montrer combien cette anthropologie sommaire détermine la conception de multiples « solutions » technologiques, censément neutres et en fait pensées pour des individus atomisés, sans profondeur psychologique ni historique (p. 237). Se soustraire à cette tyrannie de l'efficacité implique pour Morozov de réhabiliter la politique en un sens plus noble, comme discussion sur les différentes formes de la vie bonne, et de développer un rapport plus riche à la technique, en imaginant des outils qui augmenteraient nos capacités de réflexion plutôt que l'efficacité du système tel qu'il existe (p. 321).

Du bon usage des généralités

En tant que déconstruction de la *doxa* promue par la Silicon Valley, l'ouvrage est réussi et les attaques de Morozov font souvent mouche, avec un humour non dépourvu de méchanceté. Si le propos tranche avec le discours dominant aux États-Unis, il n'est toutefois pas foncièrement original pour le lecteur français. Des auteurs comme Lucien Sfez, Armand Mattelart ou Philippe

Breton⁵ dénonçait déjà dans les années 1980 et 1990 les raccourcis de l'« utopie de la communication », ainsi que les dangers de l'enthousiasme acritique pour l'informatique puis Internet. Les arguments de Morozov contre l'idéologie de la transparence, la mentalité technocratique ou le déterminisme technologique n'apportent ainsi rien de décisif à ce qui a déjà été écrit sur le sujet. Et on peut regretter qu'il ne s'arrête pas davantage sur certaines sources intellectuelles et culturelles des idéologies qu'il vilipende : la cybernétique de Norbert Wiener, les écrits de JCR Licklider, Douglas Engelbart et Ted Nelson, la contre-culture des années 1960.

Plus gênant, Morozov a parfois le même défaut que ses adversaires : la généralisation excessive. La notion d' « Internet-centrisme » est très parlante, mais elle a pour inconvénient de rassembler dans une même catégorie critique des acteurs aussi différents que Google, Apple, Microsoft, Red Hat, Kim Dotcom, les *Anonymous*, les militants du logiciel libre, les créateurs des Creative Commons ou les contributeurs à Wikipédia. En s'opposant, à juste titre, à la mythification de « l'Internet », Morozov en vient parfois à considérer ses opposants comme s'ils formaient un camp unifié. Ce n'est pourtant pas le cas. Eric Schmidt, Lawrence Lessig et Kim Dotcom célèbrent chacun Internet, mais il ne s'agit pas vraiment du même Internet, et dans ses divergences se nichent de nombreux enjeux politiques, sur des sujets aussi divers que le rôle des FAI, l'économie de la culture ou le droit à la vie privée. Aussi si Morozov affinait un peu le trait, peut-être reconnaîtrait-il que certaines de ses positions (limiter le pouvoir d'entreprises comme Google ou Apple, promouvoir des technologies dont l'efficacité ne soit pas la valeur première) rejoignent en fait celles des militants du logiciel libre par exemple. Malgré ces quelques réserves, *To Save Everything Click Here* demeure l'un des ouvrages sur Internet les plus stimulants parus ces dernières années.

Publié dans laviedesidees.fr, le 16 mai 2014

© laviedesidees.fr

⁵ Il faut souligner que Morozov cite ces deux derniers auteurs dans son ouvrage, et revendique même une certaine filiation avec l'approche de Philippe Breton dirigée contre les « fondamentalistes d'Internet ». Cf. Philippe Breton, *Le culte de l'Internet*, Paris, La Découverte, 2000.